

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 41 (2014)
Heft: 3

Artikel: Le Gripen manque son atterrissage en Suisse
Autor: Müller, Jürg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911819>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Gripen manque son atterrissage en Suisse

Le peuple a rejeté l'achat de 22 Gripen suédois: les Forces aériennes suisses devront donc voler sans nouvel avion de combat.

Par Jürg Müller

Cette question d'armement du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) est entrée en zone de turbulences dès le début. Ensuite, maladresses et erreurs de communication ont mis le Gripen encore plus en difficulté pendant la campagne. Finalement, l'achat de l'avion de combat suédois pour remplacer 54 Tiger a été rejeté lors des votations fédérales du 18 mai 2014 par 53,4 % des votants.

Pour les partisans, les nouveaux jets constituaient, avec les 32 F/A-18 actuels, le strict minimum pour assurer la sécurité de l'espace aérien. Vers la fin de la campagne, la crise en Ukraine a été brandie pour souligner l'instabilité du monde dans lequel nous vivons. Selon les opposants – les sociodémocrates, les Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) qui avaient déposé une demande de référendum contre le projet –, ces milliards étaient nécessaires pour des projets urgents de la Confédération, notamment dans les domaines de la formation, des transports et de l'AVS. Ils jugent en outre que les Forces aériennes suisses sont surdimensionnées et que

les F/A-18 suffisent pour le service de police aérienne.

Un revirement en matière de politique militaire?

C'est la première fois qu'un projet de l'armée est rejeté aux urnes. Cette fois-ci, pour diverses raisons plus ou moins anciennes, l'armée n'a pas bénéficié de la traditionnelle loyauté des Suisses à son égard. La procédure de sélection ayant conduit à choisir le Gripen avait par exemple été remise en doute après coup. Par ailleurs, même les représentants des partis bourgeois sont nombreux à avoir critiqué la qualité de l'avion, causant ainsi d'importants retards dans la procédure parlementaire.

Si la droite a globalement réussi à resserrer ses rangs, un comité bourgeois contre le Gripen porté avant tout par les Vert'libéraux, a toutefois vu le jour. Le camp des opposants s'est ainsi étendu bien au-delà des milieux opposés à l'armée et des partis de gauche. Aux considérations politico-financières sont venues s'ajouter des questions sur la défense nationale: ne devrait-elle pas cibler plus systé-

matiquement les réelles formes de menace que sont les cyber-attaques, le terrorisme, les catastrophes naturelles, la criminalité organisée, etc. plutôt que les conflits «classiques»?

Comportement insensé du conseiller fédéral Ueli Maurer

Après la votation, le ministre de la Défense Ueli Maurer s'est aussi retrouvé sous le feu des critiques. Les partisans et les opposants au Gripen lui ont reproché d'avoir mené une campagne maladroite. Des informations ont filtré selon lesquelles la Suède l'aurait conseillé dans le cadre de sa stratégie; il s'est par ailleurs illustré par des blagues misogynes, s'est montré insultant envers les médias et a fait de cette votation une question sur le destin de l'armée, ce qui a déplu même à ses partisans.

Les conséquences d'une telle décision sont encore floues. Mais il est certain que le non au nouvel avion de combat ne constitue pas en soi un rejet de l'armée. Il questionne toutefois fortement la future orientation de la défense nationale suisse.

JÜRIG MÜLLER est rédacteur à la «Revue Suisse»

AUTRES VOTATIONS DU 18 MAI 2014

Le salaire minimum n'avait aucune chance

C'est une sévère défaite pour les syndicats: leur initiative sur le salaire minimum a été très clairement rejetée par 76,3 % des votants. Le projet voulait fixer le salaire minimum légal à CHF 22.- de l'heure ou CHF 4000.- par mois. Les syndicats n'ont même pas réussi à mobiliser tout l'électorat potentiel de gauche. En effet, ce projet a subi un revers encore plus net que l'initiative 1:12 des jeunes socialistes contre les rémunérations abusives en novembre dernier. La majorité se montre clairement opposée à toute intervention de l'État dans la politique salariale.

Pour la médecine de famille et contre les pédophiles

En revanche, le nouvel article de la Constitution qui oblige la Confédération et les cantons à garantir des soins médicaux de base en favorisant les médecins de famille a été très largement approuvé, à 88 %. Le projet avait été lancé par une initiative du corps médical puis retiré au profit d'une contre-proposition du Conseil fédéral.

L'initiative contre les pédophiles répondait aussi à une demande populaire et a été approuvée par 63,5 % des votants. À l'avenir, quiconque sera condamné par un jugement entré en force pour abus sexuel sur des enfants ou des personnes dépendantes ne pourra plus jamais travailler avec des enfants. Les opposants, qui jugeaient l'initiative disproportionnée, n'ont pas convaincu avec leurs arguments.

La centrale nucléaire peut continuer de fonctionner

Pour la première fois depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011, la question de l'énergie atomique était soumise à votation en Suisse, bien qu'uniquement dans le canton de Berne. Une initiative populaire demandait le retrait immédiat du réseau de la centrale de Mühleberg. Âgée de 40 ans et située aux portes de Berne, elle est régulièrement critiquée en raison de failles de sécurité plus ou moins graves. Cette initiative a été rejetée par 63,3% des votants. Les Forces Motrices Bernoises avaient annoncé l'arrêt du réacteur pour 2019, avant même la votation. Après Fukushima, le Conseil fédéral a décidé la sortie du nucléaire mais doit encore définir la nouvelle politique énergétique. (JM)